

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 12 NOVEMBRE 2020

Délibération n° 2020-180- DC

Date d'affichage :		Le douze novembre deux mille vingt à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc d'exposition du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le cinq novembre deux mille vingt.
Le 16 novembre 2020		
Effectif statutaire :	81	Présents : (61) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDE, Sylvain LEFEBVRE, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME.
Membres en exercice :	81	Dont suppléé(s) remplacé(s) : Alain BOURDIN par Laurent FERTE, Fabrice BARDY par Marie-Odile LE MERCIER
Quorum :	41	
Présents :	61	Excusés : (9) Christian RUAULT, Gilles ROUSSILLAT, Pierre-Yves DELAMARE, Gilles BARDIN, Bertrand CHANDOUINEAU, Marie-Luce DURAND, Géraldine LE COZ, Teddy LOCHARD, Nathalie SECOUÉ
Excusé(s) :	9	Dont excusés ayant donné pouvoir : (7) Gilles ROUSSILLAT à Isabelle ISABELLON, Pierre-Yves DELAMARE à Gilles TALLUAU, Gilles BARDIN à Rodolphe MIRANDE, Marie-Luce DURAND à Jérôme HARRAULT, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Teddy LOCHARD à Isabelle DEVAUX, Nathalie SECOUÉ à Michel DELPHIN.
Dont représenté(s) :	7	
Absent(s) :	11	Absents : (11) Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY, Emmanuel BRAULT, Gaëlle FAURE, Benoît LAMY, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME
Nombre de votants :	68	

Secrétaires de séance :		
Grégory PIERRE et Guy BERTIN		

DÉLÉGATION DE POUVOIR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE VERS LE PRÉSIDENT - MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION 2020-124 DC DU 30 JUILLET 2020 - COMPLÉMENT

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-10,

Vu la délibération en date du 16 juillet 2020 portant élection du Président de la Communauté d'Agglomération,

Vu les délibérations des 16 juillet, 23 juillet 2020 et 1^{er} octobre 2020 arrêtant la composition du Bureau et portant élection des vice-présidents et conseillers délégués, membres du Bureau,

Vu la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 portant délégation d'attributions par délégation du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au Bureau et au Président,

Considérant qu'il revient au conseil communautaire de définir l'étendue des délégations consenties au Président et au Bureau,

Considérant que le recours aux délégations est de nature à faciliter le fonctionnement de la Communauté d'Agglomération et à permettre une bonne gestion des affaires de la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt de fluidifier et simplifier le fonctionnement de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire en autorisant le Président à subdéléguer certaines de ses attributions et en redéfinissant les seuils pour les acquisitions et vente de biens immobiliers ;

Considérant qu'il convient en conséquence de préciser et compléter la délibération du 30 juillet 2020 ;

Considérant un défaut matériel de numérotation dans la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 concernant les attributions déléguées ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- ✓ **de confier ainsi qu'il suit les acquisitions et ventes de biens immobiliers :**
 - le conseil communautaire au-delà d'un prix de 750 000 €
 - le bureau communautaire entre 250 000 et 750 000 €
 - le Président en dessous de 250 000 €
- ✓ **de permettre au Président de subdéléguer les attributions qui lui ont été déléguées par délibération du 30 juillet 2020, à savoir :**
 - approuver et signer tout avenant au contrat enfance-jeunesse
 - approuver et signer toute convention pour la prise en charge financière du transport dans le cadre de l'organisation des visites de sites de gestion des déchets ;
 - décider la conclusion et la révision du louage de choses inférieur ou égal à douze ans
- ✓ **d'annexer à la présente délibération l'état exhaustif des attributions légales du conseil, des attributions pour lesquelles le conseil a décidé de rester compétent, les attributions déléguées au Bureau ainsi que les attributions déléguées au Président, modifié en ce qui concerne les subdélégations que le Président peut accorder.**

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 68 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

18 NOV. 2020

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 4ème trimestre 2020

Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	5 Institution et vie politique	5.7 Intercommunalité – 5.7.8 Autres
-------------------	--------------------------------	-------------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »

**ETAT DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL
ET DES ATTRIBUTIONS DELEGUEES AU BUREAU ET AU PRESIDENT**
en application de la délibération du conseil communautaire n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020
complétée et modifiée par la délibération n° 2020-180 DC du 12 novembre 2020

ATTRIBUTIONS LEGALES DU CONSEIL

1. vote du budget, institution et fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
2. approbation du compte administratif,
3. dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L.1612-15 du Code Général des Collectivités Territoriales,
4. décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale,
5. adhésion de l'établissement à un établissement public,
6. délégation de la gestion d'un service public,
7. dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de la politique de la ville

ATTRIBUTIONS POUR LESQUELLES LE CONSEIL A DECIDE DE RESTER COMPETENT

8. fixation des tarifs des droits d'entrée des services publics et des équipements communautaires et d'occupation du domaine,
9. approbation de tout protocole transactionnel pour un montant supérieur ou égal à 100.000 € hors taxe,
10. attribution des subventions aux organismes donnant lieu à versement d'une somme d'argent supérieure à 23.000 €,
11. approbation des rapports annuels sur le prix et la qualité de service, de même que les bilans annuels d'activité,
12. approbation de contrats conclus dans le cadre des politiques européennes, nationales, régionales et départementales, en vue de l'obtention de subventions,
13. instauration du droit de préemption, sa modification, sa suppression concernant les zones dans lesquelles il peut être délégué ou les zones dans lesquelles il est délégué,
14. désignations ou nominations des représentants de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire au sein des organismes disposant de la personnalité morale de droit public ou privé, au sein des sociétés d'économie mixte et sociétés publiques locales au sein desquelles la Communauté d'agglomération est actionnaire, au sein des différents établissements publics dont est membre la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, au sein des copropriétés dans lesquelles la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire est propriétaire de lots,
15. fixation du règlement et des critères d'attribution des fonds de concours,
16. toutes les transactions immobilières d'un montant supérieur à 750 000€ hors taxes, hors frais nécessaires à la réalisation de l'aliénation ou de l'acquisition (frais de Notaire, de publicité foncière, géomètres...)

DELEGATIONS ATTRIBUEES AU BUREAU:

1. approuver toute convention portant sur un engagement financier supérieur ou égal à 23.000 euros,
2. accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges
3. prendre toute décision relative à la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée supérieure à douze ans,
4. prendre toute décision portant sur l'approbation et la conclusion de servitudes qui donnent lieu au versement d'une indemnité supérieure à 5.000 €, pour la durée d'existence de la servitude et celles qui grevent un fonds appartenant à la Communauté d'agglomération
5. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers pour un montant compris entre 5.000 € et 100.000 €,
6. décider l'aliénation et l'acquisition des biens immobiliers, dont le montant est compris entre 250 000 € et 750 000 €, hors taxe, hors frais nécessaires à la réalisation de l'aliénation ou de l'acquisition (frais de Notaire, de publicité foncière, géomètres...)
7. décider l'attribution de subventions aux personnes de droit privé et public dans la limite des crédits inscrits au budget et dont le montant est inférieur ou égal à 23.000 € par bénéficiaire
8. prendre toute décision relative à l'attribution de fonds de concours, en application du règlement et des critères arrêtés par le Conseil,

9. possibilité de déléguer, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, le droit de préemption urbain énoncé à l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme à l'État, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement, pour toute aliénation d'un montant supérieur à 500 000 €, hors frais d'actes, géomètres, de publicité foncière, de diagnostics pouvant s'avérer nécessaires à la réalisation de l'acquisition...
10. pouvoir d'exercer, au nom de la Communauté d'Agglomération, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, d'un montant supérieur à 500 000 €, que la Communauté d'Agglomération en soit titulaire ou délégataire, et notamment dans les cas où la Communauté d'Agglomération n'a pas délégué les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement le droit de préemption urbain
 11. accepter les indemnités de sinistre liées aux contrats d'assurances, supérieures à 100.000 euros,
 12. approuver tout règlement de service,
 13. autoriser, au nom de la communauté d'agglomération, l'adhésion et le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
 14. exercer l'ensemble des attributions autres que celles dévolues expressément au Conseil de la communauté d'agglomération et au Président
 15. délégation pour toute demande de subvention présentée en dehors des contrats conclus dans le cadre des politiques européennes, nationales, régionales et départementales.

DELEGATIONS ATTRIBUEES AU PRESIDENT

1. demander l'attribution de subventions auprès des partenaires institutionnels et de tout autre organisme susceptible d'être sollicité, pour toute opération inscrite au titre des contrats conclus dans le cadre des politiques européennes, nationales, régionales et départementales, en vue de l'obtention de subventions ».
2. approuver toute convention portant sur un engagement financier inférieur à 23.000 euros,
3. procéder, dans la limite des crédits inscrits au budget et d'un montant de 5 M€, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions relatives au placement des disponibilités, mentionnées au III de l'article L. 1618,
4. procéder à la réalisation des lignes de trésorerie dans la limite de 5 M€,
5. procéder au placement des disponibilités de la communauté d'agglomération Saumur val de Loire provenant de libéralités, de l'aliénation d'un élément du patrimoine, d'emprunts et d'autres recettes exceptionnelles, dont l'emploi est différé,
6. créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires
7. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux de fournitures, de services et d'assurances, ainsi que leurs avenants,
8. fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
9. fixer, dans la limite de l'estimation des services fiscaux (domaines) le montant des offres de la communauté à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes,
10. décider la conclusion et la révision du louage de choses inférieur ou égal à douze ans,
11. décider l'aliénation et l'acquisition des biens immobiliers, dont le montant est inférieur à 250 000 €, hors taxe, hors frais nécessaires à la réalisation de l'aliénation ou de l'acquisition (frais de Notaire, de publicité foncière, géomètres...)
12. autoriser la délivrance d'occupation du domaine public et notamment la conclusion de convention d'occupation du domaine public prévoyant un montant de redevance d'occupation intérieur ou égal à 5.000 € HT, par an et /ou d'une durée inférieure à douze ans,
13. prendre toute décision concernant l'acceptation des indemnités de sinistre dans le cadre des contrats d'assurance, dans la limite de 100.000 €,
14. régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules communautaires dans la limite de 100.000 €,
15. prendre toute décision relative à l'approbation et à la conclusion de servitudes au profit de la communauté d'agglomération donnant lieu au versement d'une indemnité inférieure ou égale à 5.000 €, pour la durée d'existence de la servitude,
16. le pouvoir d'exercer, au nom de la Communauté d'Agglomération, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, d'un montant inférieur ou égal à 500 000 €, que la Communauté d'Agglomération en soit titulaire ou délégataire, et notamment dans les cas où la Communauté d'Agglomération n'a pas délégué les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement le droit de préemption urbain,
17. la possibilité de déléguer, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, le droit de préemption urbain énoncé à l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme à l'État, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement, pour toute aliénation d'un montant inférieur ou égal à 500 000 euros hors frais d'actes, géomètres, de publicité foncière, de diagnostics pouvant s'avérer nécessaires à la réalisation de l'acquisition...

18. solliciter l'autorité compétente pour toute demande qui s'avérerait nécessaire à l'exécution de travaux sur les immeubles communautaires,
19. prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la communauté d'agglomération,
20. émettre, après consultation de la commission compétente, l'avis au document d'urbanisme de l'article L.123.9 du code de l'urbanisme ou de subdéléguer l'expression de cet avis au vice-président qu'il aura expressément délégué,
21. donner, en application de l'article L.324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la communauté d'agglomération préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local,
22. intenter, au nom de la communauté d'agglomération, en toutes matières et devant toutes juridictions, les actions en justice ou défendre la communauté en toutes matières et devant toutes juridictions dans tous les cas où une action est intentée contre elle, et notamment contre ses propres intérêts et ceux des personnes à l'égard desquelles sa responsabilité peut être recherchée,
23. subdéléguer aux vice-présidents ou conseillers délégués :
- le pouvoir de signature des marchés publics et tout document afférent à leur passation et exécution
 - l'expression de l'avis au document d'urbanisme au titre du L. 123-9 du code de l'urbanisme,
 - tout dépôt de plainte, mains courantes, sachant qu'en cas d'absence ou d'empêchement de l'un ou l'autre des vice-présidents et autres membres du bureau, auxquels subdélégation est donnée dans leur domaine respectif d'attribution, les dépôts de plainte et mains courantes sont effectués par le vice-président ou le conseiller délégué présent occupant le rang le plus élevé
 - toute convention portant sur un engagement financier inférieur à 23.000 euros
 - approuver et signer tout avenant au contrat enfance-jeunesse
 - approuver et signer toute convention pour la prise en charge financière du transport dans le cadre de l'organisation des visites de sites de gestion des déchets ;
 - décider la conclusion et la révision du louage de choses inférieur ou égal à douze ans,
24. subdéléguer aux fonctionnaires visés par l'article L.2122-19 du Code Général des Collectivités Territoriales la signature des lettres de consultation, rapports d'analyse des offres, lettres d'attribution provisoire, lettres de rejet et de notification, pour les marchés dispensés de publicité et de mise en concurrence préalable »

sachant que les décisions prises en application de la présente délibération doivent être signées personnellement par le président sauf subdélégations accordées par ce dernier aux vice-présidents et conseiller délégués ainsi que précisé précédemment.

Sans préjudice des délégations de fonctions octroyées par le Président aux Vice-présidents en application du code général des collectivités territoriales, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de délégations consenties au Président par le Conseil Communautaire, sont prises, en cas d'empêchement du Président, par l'élu assurant le remplacement du Président, en vertu de l'article L.2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ou de textes le modifiant, le complétant ou s'y substituant.

En vertu de l'article L.2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les décisions prises par le Bureau et le Président sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du conseil de la communauté d'agglomération.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Le conseil de la Communauté d'Agglomération peut toujours mettre fin à la délégation.

Vu pour être annexé à la délibération n° 2020-180 DC du 12 novembre 2020
Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

